

**TABLEAU SYNTHÈSE DE L'ÉVOLUTION DES
DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL**

PAR LE RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL



MAI 2016

Tableau synthèse de l'évolution des démarches régionales de développement social

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – MAI 2016 ⁴	SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS MÉMOIRES DÉPOSÉS AU MTESS ⁵
	Autonome/partagé	Assumé par la CRÉ	Présage de continuité de la démarche	Démarche en réflexion		
01 – Bas Saint-Laurent	<p>COSMOSS : Depuis 2004, concertation intersectorielle dans les 8 MRC fondée dans le but d'améliorer le parcours des jeunes de la région vivant en contexte de vulnérabilité (0-30 ans). <u>Leadership partagé : CRÉ, ASSS, Emploi-Québec, MELS.</u></p> <p>Concertation pour la solidarité et l'inclusion sociale : Mise en place en 2010 dans le cadre du PAGSIS, parallèlement au COSMOSS. <u>Leadership : CRÉ</u></p>		<p>Poursuite de la démarche COSMOSS. Le Collectif régional de développement (réunissant les préfets de la région) est fiduciaire mais la gouvernance de COSMOSS se maintient, sans désir d'incorporation. Une entente de partenariat 2015-2020 sur le point d'être signée (CISSS, QEF, AE et FLAC). Pas de concertation régionale en dehors du 0-30 ans. <u>Leadership partagé : COSMOSS</u></p>		<p>L'entente de partenariat régional 2015-2020 signée (QEF, AE, CISSS) permet d'appuyer les démarches locales. Les 8 territoires de MRC effectuent actuellement un exercice de planification stratégique triennale intégrée visant les jeunes à risque et en situation de pauvreté et de grandes assemblées se tiennent dans les territoires. Forte mobilisation, processus documenté. <u>Leadership</u> : Juin 2015 : Fondation du Collectif Régional de Développement (CRD), géré par un CA formé des 8 préfets. Le CRD est fiduciaire de la démarche COSMOSS. <u>Enjeu</u> : Reconnaissance comme instance régionale par les ministères et possibilité de signatures d'ententes régionales (plutôt que de passer par les MRC).</p>	<ul style="list-style-type: none"> o Soutien à la mobilisation des communautés devant relever un défi de revitalisation. o Reconnaissance, dialogue national-régional et adaptation aux différents modèles de lutte à la pauvreté propre à chaque région administrative. o Renforcer les facteurs de protection ou déterminants personnels, familiaux et sociaux o Développer une culture de vigilance (détecter rapidement les besoins des personnes) et une capacité d'intervention rapide, coordonnée et soutenue. o Permettre l'accès et la découverte. o Adapter nos services et approches pour rejoindre les personnes marginalisées. o Offrir un accompagnement plus personnalisé aux personnes, particulièrement aux jeunes, et renforcer leur capacité psychosociale.

¹ RQDS (octobre 2014). *Tour du Québec : Portrait des démarches régionales de développement social au Québec*, <http://communaute-rqds.ning.com/page/tour-du-qu-ec-1>

² RQDS (2012). *Outil de réflexion sur le devenir du développement social : Synthèse de l'analyse des bilans régionaux*, en ligne : <http://communaute-rqds.ning.com/profiles/blogs/bilans-regionaux-en-developpement-social>, 69 pages.

³ VERREAULT, Gédéon, Christiane LUSSIER et Denis BOURQUE (2015). *La concertation régionale en développement social au Québec à la fin de 2015 : Un état de situation réalisé par le Réseau québécois de développement social (RQDS) et la Chaire e recherche du Canada en organisation communautaire (CRCOC)*, en ligne : http://w4.uqo.ca/croc/Fichiers/cahiers/1601_La_concertation_regionale_en_developpement_social.pdf, cahier no 16-01, mars 2016, 38 pages.

⁴ Informations recueillies auprès des membres du RQDS lors de l'activité printanière des 19 et 20 mai 2016.

⁵ Source : mémoires déposés par les membres du RQDS et leurs partenaires au MTESS dans le cadre de la consultation publique en vue de l'élaboration du 3^e plan de lutte à la pauvreté et à l'inclusion sociale.

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – MAI 2016 ⁴	SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS MÉMOIRES DÉPOSÉS AU MTESS ⁵
	Autonome/partagé	Assumé par la CRÉ	Présage de continuité de la démarche	Démarche en réflexion		
02 – Saguenay-Lac-Saint-Jean	<p>Concertation de 21 comités sectoriels animés par la CRÉ. L'arrivée des Alliances pour la solidarité a favorisé un dialogue entre les milieux et les élus en plus de permettre d'amorcer un arrimage entre les acteurs et le développement d'une vision commune. <u>Leadership : CRÉ</u></p>		<p>Les préfets se sont dotés d'un nouvel organisme de concertation, la Conférence régionale des préfets (CRP). La reconnaissance de cette instance, ainsi que le développement de sa vision stratégique sont en cours. Le CRP a accepté de déposer un projet régional à la Fondation Lucie et André Chagnon. L'un des objectifs ayant motivé cette décision est de maintenir la mobilisation des milieux et de dégager un portrait à jour de la situation régionale au niveau du développement social. De plus, ce portrait permettra d'avoir des bases solides pour un plan d'action régional qui pourra guider et accompagner les MRC dans le choix des initiatives à soutenir. <u>Leadership : Élus municipaux</u></p>		<p>Projet régional en DS déposé à la FLAC, avec le financement complémentaire des MRC, dont principalement celle du Lac Saint-Jean. Première phase de travaux à venir : dresser un portrait des démarches actuelles en développement des communautés pour en dégager des enjeux similaires communs. L'objectif est de planifier et de faciliter les arrimages. <u>Enjeu :</u> Expliquer le DS aux élus. <u>Leadership :</u> La démarche est portée par une employée de la Table des préfets, administrée par les élus.</p>	<p>Voici en résumé les principales recommandations relevées dans les différents mémoires déposés par les acteurs de la région :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Travailler sur l'ensemble de la problématique, tant sur les causes que sur les conséquences, de façon concertée et cohérente, à la hauteur de tous les acteurs touchés (gouvernement, ministères, municipalités, institutions, organismes communautaires, etc...). o S'assurer que les concertations locales et leurs actions reçoivent un soutien adapté, de permettre aux instances locales d'avoir plus de pouvoir décisionnel et financier et de soutenir la mise en place et la pérennité de processus et de projets structurants locaux, de reconnaître l'expertise des concertations locales, de leur permettre de cibler elles-mêmes leurs besoins et leurs priorités. o Avoir plus de protections publiques et une amélioration des politiques sociales de façon à réduire les inégalités socio-économiques et permettre à plus de gens d'avoir une qualité de vie adéquate. o Avoir plus de financement à la mission des organismes communautaires afin d'augmenter leurs actions et soutien aux personnes vivant des situations de pauvreté et d'exclusion sociale ainsi que reconnaître leur expertise. o Continuer le travail de renforcement des alliances locales et régionales. o Soutenir et reconnaître l'expertise développée par le milieu communautaire. o Reconnaître que l'échelle locale est le meilleur niveau pour l'adaptation des actions en matière de lutte à la pauvreté. o Développer des entreprises d'économie sociale pour favoriser l'intégration sociale des personnes éloignées du marché du travail. o Considérer réellement le principe d'un revenu minimum garanti

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – MAI 2016 ⁴	SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS MÉMOIRES DÉPOSÉS AU MTESS ⁵
	Autonome/partagé	Assumé par la CRÉ	Présage de continuité de la démarche	Démarche en réflexion		
						<ul style="list-style-type: none"> o Explorer et encourager les nombreuses avenues innovantes favorisant la coopération alimentaire. o Financer la mission de base des soupes populaires. o Mettre en place des mesures pour éviter le gaspillage alimentaire. o Favoriser la création d'emplois permanents pour éviter l'utilisation régulière à l'assurance-emploi et à la sous-traitance. o Resserrer le suivi et le processus d'évaluation des employeurs qui reçoivent des subventions salariales. o Maintenir les mesures d'aides à l'emploi jusqu'à la sortie de la pauvreté et ce peu importe le type de ménage. o Ajuster progressivement le salaire minimum pour favoriser l'intégration en emploi. o Maintenir un rôle prépondérant de l'État dans la prestation de services universels publics et de qualité. o Réinjecter des sommes du FQIS pour lutter localement et régionalement contre la pauvreté et l'exclusion sociale. o Réserver une partie du fonds de développement des territoires FDT au développement social et à la lutte à la pauvreté.
03 – La Capitale-Nationale	Table régionale de concertation en développement social (TDS) : Fondé en 2005. 3 chantiers en cours : lutte contre la pauvreté (PARSIS), conciliation travail-famille et développement des enfants à la maternelle et 5 comités locaux ayant une approche territoriale intégrée (ATI). <u>Leadership : CRÉ</u>		Fin du soutien financier aux comités locaux ATI, mais désir de certains milieux de se réorganiser. Une nouvelle Table régionale sans structure administrative a été créée (Forum régional des élus). Ville de Québec : assume un leadership pour arrimer les soutiens aux concertations locales avec la création de son Bureau du développement communautaire et social. La Ville, QEF, AE, DSP et Centraide travaillent à la mise en place d'un lieu d'arrimage. <u>Leadership : élus municipaux</u>		Avec l'abolition de la CRÉ, certaines concertations sont tombées mais d'autres, plus organisées, ont poursuivi leurs travaux. 5 agents ATI demeurent sur le territoire, 7 autres comités sectoriels sont encore en place. Création d'un comité de partenaires régionaux (CIUSSS, DSP, Ville, Centraide, AE, QEF) : tentative de développer une vision commune et globale de la situation sur le territoire, d'arrimer les financements, etc. Parallèlement, Charlevoix et Charlevoix-Est se sont dotés d'une planification stratégique en DS, développent un système de collaboration efficace visant à mettre à contribution l'expertise pour soutenir les élus.	N/D

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – MAI 2016 ⁴	SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS MÉMOIRES DÉPOSÉS AU MTESS ⁵
	Autonome/partagé	Assumé par la CRÉ	Présage de continuité de la démarche	Démarche en réflexion		
					<p><u>Enjeu</u> : La Ville de Québec a sa propre vision du DS et souhaite assumer un leadership en la matière sur son territoire en collaboration avec les principaux partenaires.</p> <p><u>Leadership</u> : Comité de partenaires régionaux (CIUSSS, DSP, Ville, Centraide, AE, QEF)</p>	
04 – Mauricie	<p>Consortium en développement social de la Mauricie : Depuis 2000, réunit les 7 représentants locaux et des partenaires régionaux dans une démarche visant le développement social des communautés, l'amélioration des conditions de vie et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.</p> <p><u>Leadership partagé</u> : comité de gestion, 5 partenaires (CRÉ, ASSS, Emploi-Québec, Centraide et MAMOT). Gestion administrative assurée par la CRÉ.</p>		<p>Centraide est fiduciaire du surplus de la précédente entente en DS et héberge la permanence. Une entente sectorielle en DS 2016-2017 sera signée par Centraide, CIUSSS, élus des 6 MRC, Fondation Chagnon.</p> <p><u>Leadership</u> : Centraide (fiduciaire) et quelques autres partenaires, en construction</p>		N/D	N/D
05 – Estrie	<p>Observatoire estrien du développement des communautés (OEDC) : OBNL fondé en 2006 dont la mission est de créer une synergie entre les acteurs qui œuvrent au développement des communautés sur le plan local, régional et national, afin de développer et de promouvoir les pratiques en ce domaine.</p> <p><u>Leadership partagé</u> : structure autonome, géré par son CA formé de représentants des MRC et de collègues électoraux</p> <p>Comité de soutien régional de l'Alliance estrienne pour la solidarité et l'inclusion sociale : Depuis 2010, dans le cadre du PARSIS.</p> <p><u>Leadership</u> : CRÉ</p>		<p>Désir de mettre en place une démarche régionale de DS/DC porté par le Comité de l'Alliance. Celui-ci est présentement en action pour se faire reconnaître comme tel. Processus en cours.</p> <p><u>Leadership partagé</u> entre l'ensemble des membres du comité de l'Alliance</p>		<p>Diverses démarches régionales thématiques (réussite éducative, AE, QEF, Alliance, OEDC) poursuivent leur réflexion vers une démarche régionale intégrée en DS. Une demande a été déposée à la FLAC et a permis l'embauche d'une firme externe pour accompagner le processus. Une vaste consultation aura lieu cet été et structuration et arrimages s'en suivront. Mobilisation très positive.</p> <p><u>Leadership</u> : Partagé entre divers acteurs en DS régionaux.</p> <p><u>Enjeu</u> : Créer une démarche régionale intersectorielle incluant tous les acteurs et respectant les mobilisations locales « avancées » et ce, avec un financement minimal.</p>	N/D
06 – Île de Montréal	<p>Dizaines d'instances de concertation sectorielles et intersectorielles, 12 démarches officielles de RUI. Au niveau local, 30 tables locales de concertation intersectorielles et multi-réseaux. Au niveau régional, structure plus morcelée :</p> <p>CRÉ : Gestion des ententes ministérielles</p> <p>Forum régional sur le développement social de l'Île de Montréal (FRDSIM) : Instance de concertation intersectorielle en DS, anciennement sous l'égide de la CRÉ, devient autonome en 2012.</p> <p>La Coalition montréalaise des tables de quartier :</p>		<p>La CRÉ ne finançait pas les concertations locales, qui se poursuivent. De même, au palier régional, le Forum pouvait déjà compter sur des soutiens autres que celui de la CRÉ (Ville, DSP et Centraide).</p> <p><u>Leadership</u> : inchangé</p> <p>D'autres défis ou enjeux à venir sont à surveiller :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'impact du nouveau statut de métropole sur le DS; • Concertation Montréal : création d'une nouvelle organisation réunissant élus et société civile, a succédé à la CRÉ. Positionnement à suivre. 		<p>Juin 2015 : Biennale sur le développement social de Montréal puis, février 2016, rencontre des 45 membres du Forum. Mise sur pied de 3 comités de travail (qui porteront des plans d'action concrets) pour la mise en œuvre de la stratégie globale :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Documenter le DS 2. Communiquer le DS 3. Mettre en place une politique en développement social à Montréal (à l'initiative des élus) <p>Une fois la politique en DS terminée, suivra une</p>	N/D

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – MAI 2016 ⁴	SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS MÉMOIRES DÉPOSÉS AU MTESS ⁵
	Autonome/partagé	Assumé par la CRÉ	Présage de continuité de la démarche	Démarche en réflexion		
	Regroupe les 30 tables de quartier de Montréal, joue également un rôle en DS intersectoriel régional. <u>Leadership au niveau régional : partagé entre plusieurs acteurs organisés en différentes structures indépendantes de la CRÉ</u>		<ul style="list-style-type: none"> Centraide du Grand Montréal a annoncé une nouvelle initiative de soutien au DC, nommée PIC pour Projet impact collectif (réunissant 6 fondations). 		période de consultation publique. <u>Enjeu</u> : Multitude d'acteurs, certaines difficultés de partenariats et d'arrimages sont observées. Aussi, des questions se posent quant à l'équilibre entre les instances de DS à Montréal. La Ville aura-t-elle plus de pouvoir, de financement? Candidature de la Ville au statut de métropole : encore à surveiller. <u>Leadership</u> : inchangé	
07 – Outaouais	Commission régionale Développement social et santé : A été précédée par la Table régionale de développement social créée en 2000. Depuis 2005, la commission est formée de 20 membres multisectoriels, Objectif : Accroître la vitalité des communautés par l'amélioration de la santé et le mieux-être de la population. <u>Leadership</u> : CRÉ		Projet de création de la Table en développement social et en soutien au développement des communautés de l'Outaouais dont l'objectif général serait de : « rassembler les forces vives de l'Outaouais œuvrant en DS afin de créer une concertation permettant l'optimisation des actions locales, territoriales et régionales dans une perspective de réduction des inégalités sociales, de développement durable et de développement des communautés. » Un vaste Forum devrait avoir lieu en mars 2016 et d'autres actions se poursuivent. <u>Leadership</u> : Centraide (fiduciaire) et quelques autres partenaires		Le Rassemblement pour le développement social en Outaouais a réuni en mars 2016 plus de 213 participants issus de 133 organisations à travers la région. Une tournée des territoires a aussi eu lieu dans l'objectif d'impliquer davantage les milieux ruraux dans la démarche. Les rencontres de travail se poursuivent pour développer une vision partagée du développement de la région et rassemblent les acteurs clés du DS. <u>Enjeu</u> : Difficulté d'arrimer une multitude d'acteurs et de points de vue, l'adoption d'un mécanisme de collaboration est encore à faire pour arrimer les visions. <u>Leadership</u> : inchangé	N/D
08 – Abitibi-Témiscamingue	Alliance régionale pour la solidarité et l'inclusion sociale de l'Abitibi-Témiscamingue : Concertation intersectorielle mise en place dans le cadre du PAGSIS, organisé en 5 comités selon les 5 orientations de DS. Démarche intersectorielle et interterritoriale. <u>Leadership</u> : Comité régional de gestion présidé par un élu de la CRÉ		Aucune poursuite de l'activité de ce comité. 3 autres initiatives ont émergé, intention : formaliser la concertation régionale en DS : <ol style="list-style-type: none"> La DSP a créé une communauté de pratique sur le DS, CommunAT, a offert de contribuer à mettre en place une instance régionale en DS et d'en faire partie. <u>Leadership</u> : CIUSSS Mobilisation citoyenne ayant mené à la remise en place du Conseil régional de développement de l'AT (CRDAT) dont le plan 2014-2019 inclut le DS <u>Leadership</u> : Groupe des 10 Les préfets se sont dotés d'un nouvel organisme de concertation, Conférence des préfets. Proposition d'un comité aviseur incluant 5 représentants de la société civile. <u>Leadership</u> : Élus municipaux 		Stagnation des démarches de concertation au niveau régional. Suivi de quelques démarches initiées : <ol style="list-style-type: none"> La DSP rassemble 12 acteurs à réfléchir à l'importance de mettre en place un espace de concertation régionale et intégrée en DS : poursuite des travaux, organisation d'une demande de partenariat à la FLAC et recherche d'un mécanisme de mise en place qui intègre les regroupements territoriaux bien implantés dans les MRC (Alliances, AE, QEF). CRD-AT (société civile) : Se positionne tranquillement, CA en place, dualité observée avec la Conférence des préfets. Déficit de reconnaissance. Conférence des préfets : Pas encore bien structurée, peu de communication pour le moment. Possibilités limitées de créer des 	Tiré du mémoire du comité de pilotage du projet expérimental Générations Plus : Agir sur la transmission intergénérationnelle de la pauvreté (TIP) pour tenter de l'interrompre par <ul style="list-style-type: none"> o la sensibilisation des parents et des intervenants aux facteurs de transmission intergénérationnelle de la pauvreté et sur leur mobilisation vers un avenir meilleur pour leurs enfants; o la mise en place d'une approche qui vise à gagner la confiance des familles et les amener à utiliser les ressources existantes; o la sensibilisation des familles et des intervenants à la TIP et la formation des intervenants sur la TIP et l'approche <i>Générations Plus</i> o la réduction des obstacles à l'intégration en emploi des personnes en situation de pauvreté et

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – MAI 2016 ⁴	SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS MÉMOIRES DÉPOSÉS AU MTESS ⁵
	Autonome/partagé	Assumé par la CRÉ	Présage de continuité de la démarche	Démarche en réflexion		
					<p>dialogues. <u>Leadership</u> : inchangé <u>Enjeu</u> : Arrimage des démarches, légitimité et aval des élus</p>	<p>d'exclusion sociale;</p> <ul style="list-style-type: none"> o Le Financement d'un intervenant en pauvreté de type ressource pivot sur les territoires défavorisés <p>Tiré du mémoire de La Table d'action contre la pauvreté de l'Abitibi-Témiscamingue (TACPAT)</p> <ul style="list-style-type: none"> o Consentir aux personnes recevant des prestations d'aide sociale, de travailler en fonction de leur capacité, sans que la prestation soit affectée. o Maintenir les prestations d'aide sociale jusqu'à l'atteinte d'un revenu leur permettant de couvrir leurs besoins essentiels équivalant à la mesure du panier de consommation (MPC). o Pour les personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi (Solidarité sociale) : leur verser des prestations permettant de couvrir leurs besoins essentiels équivalant à la mesure du panier de consommation (MPC). o Élargir les protections sociales actuellement disponibles aux personnes prestataires d'aide sociale à toutes autres personnes dont le revenu est inférieur à la mesure du panier de consommation (MPC).
09 – Côte-Nord	<p>Table des partenaires du PARSIS : Concertation intersectorielle mise en œuvre en 2012 dans le cadre du PARSIS ayant pour objectif d'alimenter et conseiller la CRÉ et assurer le suivi du PARSIS. Avait été précédée par le Réseau des partenaires du développement social, depuis 2004, aussi animé par une entente CRÉ-DSP. <u>Leadership</u> : CRÉ</p>		<p>Objectif d'un groupe de la société civile de mettre en place une organisation autonome et indépendante vouée au DC porté par quelques partenaires. Projet embryonnaire à développer. <u>Leadership</u> : Forum Jeunesse</p>		N/D	N/D
10 – Nord du Québec	<p>Réseau jamésien de développement social (RJDS) : Issu du Comité régional de développement social de la Baie-James mis en place en 1999. Table régionale intersectorielle en développement social appuyée par le CRD, la CRÉ puis l'Administration régionale Baie-James (ARBJ). <u>Leadership</u> : OBNL autonome, CA indépendant.</p>		<p>Retrait du financement de l'ARBJ en 2015. Fin de la permanence au RJDS, présidence et coordination assumée par le CRSSS (DSP), défi de reconnaissance du DS et de l'autonomie du RJDS. Les orientations de l'ARBJ sont en redéfinition tout comme les structures de concertation régionales. Discussions en cours avec la Fondation Chagnon pour un plan d'action annuel et avec l'IRC pour une éventuelle fusion de leurs modes</p>		<p>Le RJDS est en phase de restructuration de sa concertation et de questionnement sur ses priorités d'action. Soutenu financière par la FLAC, par la firme Niska dans cet exercice au cours de la prochaine année. L'issue de cette démarche mènera entre autres à la proposition d'un modèle de concertation plus intégrateur et mieux adapté aux réalités régionales. <u>Leadership</u> : inchangé</p>	<p>Synthèse des recommandations déposées par la Table jamésienne pour la solidarité et l'inclusion sociale (plusieurs membres du RJDS y siègent) :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Programmes d'accès de services de proximité pour des clientèles aux besoins particuliers (services sociaux adaptés pour les enfants et familles en contexte de négligence, soins à domicile et centre de jour pour aînés dans l'optique de briser

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – MAI 2016 ⁴	SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS MÉMOIRES DÉPOSÉS AU MTESS ⁵
	Autonome/partagé	Assumé par la CRÉ	Présage de continuité de la démarche	Démarche en réflexion		
			de gouvernance. <u>Leadership : CRSSS</u>		<u>Enjeu</u> : Engagement des élus envers le DS, mobilisation des partenaires	l'isolement et de favoriser un vieillissement en santé. <ul style="list-style-type: none"> o Mesures fiscales pour favoriser l'accès et ou la construction de logements sociaux o Mesures permettant d'améliorer les conditions d'accès à l'emploi et le maintien en emploi des personnes à faibles revenus o Création d'un secrétariat interministériel pour la surveillance des divers programmes afin de réduire les inégalités sociales o Soutien aux concertations locales et régionales en développement social incluant les inégalités sociales et de santé
11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	<p>Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (RESSORT) : Instance régionale en DS, fondée à l'issue du Forum régional sur l'inclusion et la solidarité tenu en 2010, à l'initiative des partenaires locaux et régionaux œuvrant en développement social et territorial. Cause rassembleuse: la lutte contre la pauvreté en GÎM. Mission du RESSORT: Soutenir la mobilisation et accompagner les territoires dans la prise en charge de leur DS selon les principes de concertation, développement du pouvoir d'agir et participation citoyenne. Approche privilégiée : ATI. <u>Leadership partagé : RESSORT (Conseil des partenaires transitoire formé de 14 représentants régionaux et locaux (MRC)</u></p> <p>Approche ATI. <u>Leadership partagé : RESSORT (Conseil des partenaires transitoires formé de 14 représentants)</u></p>		<p>Une MRC devient le nouveau fiduciaire du RESSORT. L'arrimage avec les mobilisations et instances de persévérance scolaire est l'un des autres défis qui pourraient déterminer les orientations futures du RESSORT. <u>Leadership : RESSORT</u></p>	<p>Mai 2016 : Forum-Assemblée du RESSORT en mai 2016 : 115 partenaires du DS se sont réunis, forte mobilisation et engagement au sein du RESSORT et des mobilisations intersectorielles locales. Aussi, rapprochements observés avec les élus et les MRC avec, notamment, le dépôt d'un mémoire conjoint au MTESS réclamant une nouvelle entente régionale en matière d'inclusion et de lutte à la pauvreté. <u>Leadership</u> : Un siège a été ajouté au Conseil des partenaires du RESSORT pour la Table des préfets élargie <u>Enjeux</u> : Communication (vaste territoire) et documentation des actions menées par les praticiens sur les territoires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> o Un Soutien financier accru dédié à la coordination et au bon fonctionnement des mobilisations de concertation intersectorielle en place - aussi appelées comité ATI - dans les 6 territoires de MRC de la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, qui interviennent en matière de lutte contre la pauvreté, l'exclusion sociale et en faveur du développement social ; o Des ressources financières et matérielles pour la réalisation des initiatives et projets prévus aux plans d'action intégrés élaborés par les mobilisations de concertation intersectorielle œuvrant en DS et pour la lutte contre la pauvreté dans chaque territoire de la région GÎM ; o La reconnaissance des mobilisations de concertation intersectorielle comme lieu de décision en vue de la priorisation des enjeux et des actions à mettre en œuvre en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur chacun des territoires de MRC ; o La constitution d'une nouvelle Alliance dont le comité de gestion serait composé de représentants des directions régionales ministérielles, d'élus municipaux, du RESSORT-GÎM, de bailleurs de fonds, de partenaires issus des mobilisations de concertation intersectorielle et des Centres intégrés 	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – MAI 2016 ⁴	SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS MÉMOIRES DÉPOSÉS AU MTESS ⁵
	Autonome/partagé	Assumé par la CRÉ	Présage de continuité de la démarche	Démarche en réflexion		
						<p>de santé et de services sociaux de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine.</p> <ul style="list-style-type: none"> o Un réajustement des politiques sociales, fiscales, de revenu, familiales et de l'ensemble des outils de redistribution de la richesse dans le but d'assurer une équité sociale pour tous. Par exemple: augmentation du salaire minimum, rehaussement du financement de base des organismes communautaires autonomes (OCA), etc.
12 – Chaudière-Appalaches	<p>Commission régionale sur le développement social (CRDS) : Issue du Groupe-conseil Développement social et communautaire, fondé en 2000, le CRDS est mis en place en 2011. Concertation intersectorielle régionale. Leadership : CRÉ.</p>		<p>Un noyau de partenaires continue de se rencontrer, sans l'assistance technique de la CRÉ. Plusieurs partenaires ont déposé des lettres officielles confirmant leur volonté de poursuivre une collaboration à une démarche régionale de DS, réflexions en cours sur la mission, la vision, les priorités et les collaborations avec la nouvelle Table régionale des préfets.</p> <p>Leadership : Forum Jeunesse</p>		<p>Alliance des partenaires en développement social de la Chaudière-Appalaches : Nouveau nom donné au comité. Les rencontres se poursuivent ainsi que les travaux de structuration de l'instance (mission, vision, valeurs, suivi du plan d'action, etc.). Financement de la FLAC jusqu'en juin 2017 (coordination, animation, accompagnement de la réflexion et transition vers une démarche régionale).</p> <p>Leadership : Co-animation entre le FJR et le CISSS</p> <p>Enjeu : Maintenir un lien avec les élus, qui ont mis en place la Table régionale des élus municipaux de la Chaudières-Appalaches (TREMCA) et poursuivre les collaborations avec des partenaires vivant eux aussi des changements importants (CISSS, par exemple).</p>	
13 – Laval	<p>Plusieurs concertations sectorielles régionales : Absence d'une démarche régionale intégrée. Gestion du DS assumé par la CRÉ en fonction des ententes en vigueur. Multiples comités d'intervention thématique en DS ont ainsi été mis sur pied. Ils rassemblaient une diversité d'acteurs régionaux des milieux gouvernementaux, santé, éducation, jeunesse, etc.</p> <p>Leadership : CRÉ</p>		<p>Laval est une ville, une MRC et une région : le défi de la reconnaissance de l'action régionale est donc absent. Les nouveaux élus de la Ville de Laval démontrent un leadership important en DS, avec la création de leur Service de la culture, des loisirs, du sport et du développement social et par une planification stratégique incluant les enjeux de DS. Dès le mois de septembre, la ville de Laval et le CISSS ont confirmé leur désir d'unir leur organisation pour élaborer un processus dont l'aboutissement serait une Politique régionale en développement social. L'Institut de national en santé publique s'associe à ce projet en déléguant une personne ressource de ce réseau. Un comité de coordination a été mis en place afin de préparer la réflexion et présenter les diverses options qui s'offrent pour établir le cadre de référence</p>		<p>Depuis le début de l'année les travaux continuent d'avancer. Une rencontre de lancement du processus d'élaboration d'une politique régionale en DS a été réalisée le 5 mai devant une centaine de personnes. Un comité de pilotage a été formé avec 32 représentants de la communauté dont 9 proviennent du milieu communautaire élus par collègues électoraux et 3 autres ont été choisis par mode de cooptation. Le comité de coordination continue ses travaux tandis que le comité de pilotage s'est réuni pour la première fois le 25 mai pour accepter le cadre de référence et choisir les membres cooptés.</p>	<p>Les 4 priorités des enjeux lavallois sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Laisser les régions définir leur propre modèle de gouvernance en matière de lutte contre la pauvreté. o Considérer Laval comme une ville hétérogène où l'on observe d'importantes inégalités partout sur son territoire. o Dorénavant, pour toute entente à intervenir sur le territoire lavallois, le ministère devra considérer la Ville de Laval comme son interlocuteur principal. o Considérer Laval et ses partenaires communautaires comme des acteurs majeurs rencontrant des défis qui augmentent en nombre et en complexité, nécessitant du MESS un investissement en ressources financières de plus

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – MAI 2016 ⁴	SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS MÉMOIRES DÉPOSÉS AU MTESS ⁵
	Autonome/partagé	Assumé par la CRÉ	Présage de continuité de la démarche	Démarche en réflexion		
			(définition, valeurs, principes, consultations...) qui supportera la démarche d'écriture. Des démarches sont en cours le développement d'une concertation multisectorielle visant la réalisation d'une politique de DS. Démarches en cours. <u>Leadership partagé : Ville et CISSS</u>			<p>en plus important</p> <p>La Ville de Laval demande au MTESS de négocier une entente de cinq ans en prenant comme base d'analyse que :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Laval compte 5 % de la population du Québec, dont 16 % vit sous le seuil de faible revenu. Ainsi, en volume, elle est parmi les régions qui comptent le plus de personnes en situation de pauvreté. À cela s'ajoute le fait que Laval est la 2e ville de destination en matière d'immigration au Québec. o La défavorisation matérielle ne doit pas primer au détriment de la défavorisation sociale o Les projets financés à long terme sont plus durables et profitables autant pour les organismes que pour les personnes visées o Considère les spécificités de la pauvreté en milieu urbain faisant en sorte que Laval reçoive sa juste part de l'enveloppe FQIS dans le cadre du volet régional pour ne plus porter préjudice à la population défavorisée lavalloise o Reconnaisse à la région de Laval sa compétence pour définir ses propres enjeux régionaux et locaux o Reconnaisse l'hétérogénéité du territoire lavallois et ses particularités locales et de quartier o Reconnaisse et soutienne encore davantage l'importance de la mission et du fonctionnement des organismes communautaires o Reconnaisse et soutienne des projets dont la durée pourrait atteindre au moins cinq ans o Reconnaisse et soutienne les projets reliées aux démarches ATI et RUI et ainsi, reconnaisse que ce sont des concepts qui atteignent un haut taux de succès et d'impacts positifs dans le milieu o Reconnaisse et soutienne les initiatives visant à développer et à consolider les concertations régionales et locales
14 – Lanaudière	Table des partenaires en développement social de Lanaudière (TPDSL): Fondé en 1999, rassemble une cinquantaine de partenaires régionaux multisectoriels ainsi que des comités locaux de développement social.		Perte d'un partenaire financier d'importance avec la fin de l'entente avec la CRÉ mais maintien d'autres sources de financement. Cette instabilité a engendré une diminution du personnel. Par ailleurs, un Groupe		TPDSL opérationnelle et soutenue par 4 partenaires : Centraide Lanaudière, CISSSL, la TIR en saines habitudes de vie et la FLAC. Deux ressources et demie animent la concertation régionale en sécurité	o Que le Gouvernement du Québec bonifie les prestations des personnes vulnérables : aide sociale, salaire minimum, soutien aux enfants, etc.;

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – MAI 2016 ⁴	SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS MÉMOIRES DÉPOSÉS AU MTESS ⁵
	Autonome/partagé	Assumé par la CRÉ	Présage de continuité de la démarche	Démarche en réflexion		
	<u>Leadership : OBNL autonome géré par un CA indépendant</u>		de 15 organisations régionales, dont la TPDSL, a travaillé une proposition destinée à sensibiliser les préfets au maintien d'une gouvernance régionale intégrant les acteurs socioéconomiques. Le groupe des 15 est à la préparation d'un forum régional en janvier 2016. <u>Leadership : Groupe des 15, dont la TPDSL</u>		alimentaire et le mécanisme d'arrimage réunissant les IRC en réussite éducative, saines habitudes de vie et le développement des jeunes enfants et soutenant les comités locaux de DS dans les 6 MRC. Ceux-ci sont toujours opérationnels bien que non financés et portés par l'ensemble des acteurs. Un forum régional sur la concertation a réuni 200 acteurs socio-économiques le 29 janvier dernier. Les organisations socioéconomiques locales et régionales ont réaffirmé leur désir de maintenir une concertation régionale. Ils sont représentés et animé par le Groupe des 15. La Table des préfets a identifié son modèle de gouvernance qui inclut 3 représentants du socioéconomique. Le groupe des 15 souhaiterait qu'il y en ait 4, représentant les 4 dimensions du développement durable : économique, culturel, social et environnemental. <u>Leadership : inchangé</u> <u>Enjeu</u> : Reconnaissance officielle du Groupe des 15 par la Table des préfets. Reconnaissance de la Table des partenaires comme pilier dans la dimension du développement social.	<ul style="list-style-type: none"> o Que le Gouvernement du Québec investisse dans des programmes publics qui améliorent les conditions de vie des personnes vulnérables (logement, éducation, services de santé, etc.); o Que le Gouvernement du Québec consolide ou bonifie les programmes et mesures qui jumèlent expériences de travail et accompagnement en insertion en emploi; o Que le Gouvernement du Québec reconnaisse et finance suffisamment les organisations régionales et locales qui œuvrent déjà auprès de ces personnes, plus spécifiquement les organismes communautaires; o Que le Gouvernement du Québec reconnaisse les interventions territoriales (ou le développement social intégré) comme une stratégie privilégiée de développement local et surtout de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale; o Que le Gouvernement du Québec mette en place un soutien financier global récurrent à la disposition des actions en développement social et des démarches régionales de développement social; o Que le Gouvernement du Québec ajoute la notion de développement social dans les pactes fiscaux pour que les MRC s'engagent à soutenir le développement social tant au plan des territoires de MRC qu'au plan régional et qu'elles disposent des moyens nécessaires pour assumer leurs responsabilités; o Que le Gouvernement du Québec reconnaisse et soutienne les Alliances pour la solidarité et l'inclusion sociale mises en place lors du dernier plan d'action dans le but d'assurer la cohésion et les arrimages au niveau de la lutte contre la pauvreté.
15 – Laurentides	Conseil régional de développement social des Laurentides (CRDSL) : Fondé en 2004, concertation multisectorielle et multiterritoriale menant le développement de projets régionaux. La présence de tables territoriales locales matures est une force pour la		Le CRDSL ayant été financé jusqu'en 2015 par la CRÉ et le CISSS, une recherche de financement a été amorcée. Les rencontres avec les préfets a permis de joindre leur financement à celui du CISSS, de la DSP, de Centraide. Il y a une volonté d'arrimage avec l'IRC en réussite	Intégration du secteur de la réussite éducative au sein de la démarche régionale en DS. Dépôt imminent de demande de financement à la FLAC, en attente du cadre de référence. Un mémoire concerté entre les 8 MRC a été déposé au MTESS.	L'enjeu des relations partenariales a mis de l'avant l'importance de resserrer les liens avec les élus et la conférence administrative régionale (CAR) des Laurentides afin d'assurer le partage d'une vision et stratégie commune autour des enjeux liés à la	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – MAI 2016 ⁴	SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS MÉMOIRES DÉPOSÉS AU MTESS ⁵
	Autonome/partagé	Assumé par la CRÉ	Présage de continuité de la démarche	Démarche en réflexion		
	région. <u>Leadership : OBNL autonome géré par un CA indépendant</u>		éducative. <u>Leadership : CRDSL, OBNL autonome, géré par un CA indépendant</u>		<u>Leadership : inchangé</u> <u>Enjeu</u> : Établir un canal de discussion avec la Table des préfets, développer un interlocuteur pour la région.	pauvreté. À ce titre, tous les acteurs sociaux de la région sont unanimes pour recommander le CRDSL à titre de regroupement intersectoriel reconnu pour la coordination des interventions territoriales et le déploiement du prochain plan d'action gouvernementale de solidarité et d'inclusion sociale.
16 - Montérégie Est	Le DS à la CRÉ de la Montérégie-Est : Mise en œuvre du Plan quinquennal de développement durable (PQDD) 2013-2018 par l'équipe de la CRÉ et leurs divers comités régionaux de concertation (CRC) qui agissaient à des niveaux sectoriels. <u>Leadership : CRÉ</u>		Pour le moment, on ne prévoit pas la mise en place d'une concertation régionale réunissant les préfets, avec ou sans société civile. La Coopérative de développement régional de la Montérégie a développé un projet visant à mettre en place une démarche régionale de DS. Il est prévu qu'une Coopérative de solidarité régionale soit mise en place d'ici le mois de juin 2016 et permette de soutenir les activités de concertations régionales. Elle sera également une entreprise collective fournisseur sur une base volontaire de services d'accompagnement sur mesure en appui aux actions entre autres en DS sur le terrain. Le défi du positionnement auprès des acteurs du milieu et des MRC demeure. <u>Leadership : CSR (coopérative de solidarité régionale)</u>		La création et le développement de la Coopérative de service régional (CSR) de la Montérégie suit son cours (assemblée générale prévue le 26 mai 2016 reportée à l'automne 2016 pour des raisons techniques). Désir de développer un plan d'action en DS et de présenter une demande de financement à la FLAC. <u>Leadership : inchangé</u> <u>Enjeu</u> : L'état du DS est très variable entre les 9 MRC du territoire (de inexistant à très dynamique). Certains acteurs expriment des craintes à l'idée de voir renaître une forme de CRÉ face à la création d'une instance régionale, dialogues à poursuivre avec les CDC locales. Incertitude au plan du territoire (1 ou 3 territoires reconnus en Montérégie?)	N/D
16 – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	Commission de développement social, Égalité des chances et Cohésion territoriale : Fondé en 2008, a pour mission de favoriser le partenariat intersectoriel et territorial afin de conseiller et d'orienter la CRÉ en termes de priorités en développement social et en développement des communautés. Elle a également pour mission de planifier et de soutenir les actions qui en découlent. <u>Leadership : CRÉ, la commission rassemble 19 membres intersectoriels et interterritoriaux</u>		L'ATI au niveau local ainsi que l'intégration déjà effective de plusieurs dossiers en DS, dont la réussite éducative, sont des conditions gagnantes pour les territoires. Des pourparlers sont en cours pour la mise en place d'une concertation régionale intégrée en DS et réussite éducative. La contribution financière de certaines MRC a déjà été confirmée. <u>Leadership : élus municipaux de 4 MRC, prévision d'inclure d'autres partenaires régionaux dans la gouvernance</u>		Concertation Horizon : Mise en place d'une concertation régionale intégrée en DS et réussite éducative, portée par les MRC et intégrant l'ensemble des partenaires sectoriels ainsi que les ATI locaux. Cadre de référence et planification actuellement en élaboration, présentation de la mission et des mandats de cette concertation en cours. <u>Leadership : inchangé</u> <u>Enjeu</u> : Découpage administratif remis en question par le projet de loi 28 et phase d'approvisionnement en cours au sein de la démarche.	o Le maintien du rôle d'un conseiller à la solidarité. 17 o La poursuite d'une mise à niveau commune d'appropriation de la thématique. 17 o La mobilisation des partenaires autour d'une planification rassembleuse. 18 o Une meilleure circulation de l'information. 19 o Un processus de validation des projets allégé. 19 o Certaines normes du Fonds Québécois d'Initiatives Sociales (FQIS) 19 revues surtout celle selon laquelle les organismes admissibles au FQIS ne peuvent être financés pour un projet en lien avec leur mission de base o La visibilité de la démarche et des projets. 20
16 – Agglomération de Longueuil	Comité pour la solidarité et l'inclusion sociale dans l'agglomération de Longueuil (COSISAL) : Mis sur pied dans le cadre du PARSIS, comité intersectoriel et interterritorial ayant pour mandat d'identifier les		L'agglomération de Longueuil exerçant les compétences de MRC, le défi de reconnaissance du palier régional n'est pas un enjeu. Les élus ont annoncé la mise sur pied d'une nouvelle instance de		N/D	N/D

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DS – MAI 2016 ⁴	SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS MÉMOIRES DÉPOSÉS AU MTESS ⁵
	Autonome/partagé	Assumé par la CRÉ	Présage de continuité de la démarche	Démarche en réflexion		
	priorités de DS et de mettre en œuvre le plan d'action du PARSIS. <u>Leadership : CRÉ</u>		développement socioéconomique qui inclurait le DS et permettrait une certaine intégration territoriale, notamment avec l'IRC en réussite éducative. <u>Leadership : Élus municipaux</u>			
17 – Centre-du- Québec	Comité régional en développement social (CRDS) : Mis sur pied en 2001 puis élargi en 2003, vise le soutien auprès des actrices et acteurs du DS au plan de la connaissance et de l'action. <u>Leadership partagé : CRÉ est fiduciaire, mais présence d'un comité de gestion formé de divers partenaires représentatifs.</u>		Réorganisation du CRDS. Centraide est le nouveau fiduciaire et porteur de la démarche de mobilisation en cours. Une ressource a été embauchée afin de définir, avec les partenaires, la structure de concertation souhaitée, d'établir un plan de mise en œuvre de la démarche, d'harmoniser les plans d'action locaux et régionaux, de redéfinir le mode de fonctionnement et de travailler avec les bailleurs de fonds potentiels pour permettre une continuité des actions. <u>Leadership : Centraide (fiduciaire) et quelques autres partenaires</u>		Au plan régional, rencontres des partenaires régionaux (QEF, TRAACQ, AE, TRECQ) en avril pour assurer un continuum dans les interventions à venir, phase de renouvellement de la gouvernance au CRDS, partenariat et signature d'une entente de partenariat avec les MRC, le CIUSSS MCQ, Centraide, MAMOT. Signature d'une entente avec la Fondation Chagnon. Au niveau local : État de situation des mobilisations locales en DS en cours et mobilisation des partenaires concernés. <u>Leadership : gouvernance du CRDS en transition.</u> <u>Enjeu : Défis de mobilisation dans un contexte de grandes transformations. Enjeux diversifiés sur le territoire.</u>	N/D

SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS

Mémoire déposé par le Réseau québécois de développement social (RQDS) au Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale (MTESS)

Recommandation 1	Que le développement social soit reconnu et maintenu comme stratégie de développement au Québec
Recommandation 2	Que les démarches régionales en développement social reçoivent la légitimité et l'ancrage organisationnel stable dont elles ont besoin pour structurer la concertation et soutenir l'action locale et régionale
Recommandation 3	Que des fonds soient réservés pour l'attribution d'ententes régionales dédiées au développement social
Recommandation 4	Que les démarches en développement social soient invitées à travailler dans le déploiement du troisième plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Les recommandations proposées par le RQDS pourraient contribuer à la mise en œuvre d'action centrées non seulement sur les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale, mais aussi sur leurs causes. Le RQDS et les démarches régionales de développement social veulent être pleinement contributifs à l'atteinte des objectifs ciblés par le Gouvernement et travailler avec le MTESS au déploiement du troisième plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.